



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,
DES ACTIVITÉS FONCIÈRES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/023 du 18 janvier 2016
mettant en demeure la Société SECM de respecter les dispositions applicables pour
l'exploitation de la carrière de sablon localisée Lieu-dit Les Rochers à BOISSY-SOUS-SAINT-YON

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-PREF-MCP-025 du 31 juillet 2015 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 99.PREF.DCL/0211 du 3 juin 1999 autorisant la société CHEZE à exploiter sur le territoire de la commune de BOISSY-SOUS-SAINT-YON, les activités suivantes :

- **2510-1 (A) : exploitation d'une carrière de grès et de sablon sur une superficie de 21 ha et 86 a**
- **2515-2 (D) : broyage, concassage, criblage... de grès, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant de 150 kW,**

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-PREF-DRCL/447 du 30 septembre 2010 portant autorisation du changement d'exploitant à la S.A.S SECM, dont le siège social est situé Chemin de la Sablière Jaune, 91790 BOISSY-SOUS-SAINT-YON, d'une carrière de grès et de sablon située sur le territoire de la commune de BOISSY-SOUS-SAINT-YON (91790),

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/687 du 13 décembre 2011 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société SECM pour l'exploitation de la carrière de sablon située au lieu-dit Les Rochers à BOISSY-SOUS-SAINT-YON,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 26 novembre 2015, établi à la suite d'une visite d'inspection de l'établissement effectuée le 30 octobre 2015, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé,

CONSIDERANT que lors de la visite du 30 octobre 2015, l'inspecteur a constaté le non-respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 1999 en matière de gestion des remblais et de transport des matériaux,

CONSIDERANT en effet qu'il a été constaté des activités de remblaiement avec des remblais non triés sur une zone située à proximité de la zone d'extraction de sablon,

CONSIDERANT que les remblais en question comportaient des déchets de plastiques, bois, métaux, etc,

CONSIDERANT que la qualité des remblais utilisés pour le remblaiement d'une zone située à proximité de l'extraction ne respecte pas la définition des matériaux d'origine extérieure mentionnée à l'article III-12 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 1999 susvisé,

CONSIDERANT par ailleurs que suite à la précédente inspection du 31 octobre 2014, l'exploitant s'était engagé à mettre en place un système d'arrosage avant la fin de l'année 2014, visant à prévenir les nuisances liées aux envols de poussières,

CONSIDERANT qu'au cours de l'inspection du 30 octobre 2015, il n'a pas été constaté la présence d'un système d'arrosage sur le site et que de ce fait, les allées et venues de véhicules continuent à générer des envols de poussières, en contradiction avec les dispositions de l'article IV-8 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 1999 susvisé,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles III-12 et IV-8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99.PREF.DCL/0211 du 3 juin 1999 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société SECM de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La Société SECM, dont le siège social est situé Chemin de la Sablière Jaune, 91790 BOISSY-SOUS-SAINT-YON, exploitant une carrière de sablon localisée Lieu-dit Les Rochers, 91790 BOISSY-SOUS-SAINT-YON, est mise en demeure de justifier auprès de l'inspection des installations classées :

- du respect des dispositions de l'article III-12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99.PREF.DCL/0211 du 3 juin 1999, **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté ;**

- du respect des dispositions de l'article IV-8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99.PREF.DCL/0211 du 3 juin 1999, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

L'exploitant, la Société SECM,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de BOISSY-SOUS-SAINT-YON.

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général



David PHILOT

